

Sous l'œil d'Alexandre Adler

Angela Merkel



Par une sorte de révérence superstitieuse pour la fragilité longtemps redoutée de leur nouvelle démocratie, les Allemands ont emprunté une liturgie étonnante, s'agissant de leurs chefs d'Etat successifs : lorsqu'ils en arrivaient à les écarter du pouvoir, c'était toujours sous un véritable déluge d'hommages et de louanges qui atténuait à leurs yeux la rudesse de la destitution.

Ainsi Adenauer, lorsqu'il fut écarté notamment pour son choix d'une alliance exclusive avec le général de Gaulle, fut dans le même temps sacré comme le véritable Périclès de l'Allemagne nouvelle ; Willy Brandt, contraint à la démission par la révélation que son secrétaire était un véritable agent infiltré de l'Est, demeura le chef tutélaire de la gauche et le président du parti social-démocrate ; tout le monde salue les qualités d'homme d'Etat de Schmidt, sacrifié dans la querelle des euromissiles, et Kohl dut enfin abandonner le pouvoir à Schröder dans une véritable apothéose, tandis que le même Schröder se verra par la suite salué pour sa lucidité d'homme d'Etat dans le traitement de la crise économique allemande.

Angela Merkel ne manque évidemment pas à cette énumération. Tout le monde l'aime. Tout le monde, surtout, l'estime, mais plus personne en réalité ne veut qu'elle continue son long mandat réparateur de l'identité allemande. La raison fondamentale de cet état de fait est fort simple : la géographie politique de l'Allemagne penche légèrement plus à droite, mais surtout sa structure politique est modifiée considérablement par l'émergence de petits partis qu'autorise un scrutin proportionnel de plus en plus influent. La droite allemande n'a toujours pas digéré l'injection massive de réfugiés économiques d'Afrique et du Moyen Orient, sans discrimination ni prudence. D'ores et déjà, les électeurs bavarois de la CSU représentent dans le camp conservateur 52% des élus car la CDU, dans le reste de l'Allemagne, est beaucoup plus contestée par les nouveaux venus, alors même qu'elle demeure majoritaire.

La gauche, qui ne progresse pas, demeure néanmoins le partenaire le plus sûr pour reconduire une grande coalition avec laquelle les électeurs ne sont nullement brouillés. Ceux-ci demandent seulement le départ du leader social-démocrate Schultz, trop démagogue et peu convaincant, mais aussi parallèlement l'arrivée à droite d'une nouvelle génération plus combattive qu'incarne la seule véritable rivale de la chancelière, qui fut longtemps sa dauphine officielle, Ursula von der Leyen, qui occupe aujourd'hui le poste de ministre de la Défense.

Sans être incompatible avec un vice-chancelier de gauche, elle rassurera les Bavarois et beaucoup d'Allemands conservateurs sur une stratégie plus ferme en matière européenne et en matière d'immigration. Si la manœuvre réussit, Emmanuel Macron aura du souci à se faire dans la mesure où il n'a jamais ménagé les véritables susceptibilités allemandes depuis son avènement, tout en étouffant son interlocuteur sur un monceau de propositions d'alliances aussi floues qu'embarrassantes sur le fond.

Le véritable auteur de la défaite d'Angela Merkel n'est autre que son véritable rival est-allemand, l'ancien communiste Gregor Gysi. Ce dernier, en effet, tout en faisant mine de maintenir une alliance avec quelques résidus gauchistes d'Allemagne de l'Ouest, aura ainsi préservé le noyau dur des communistes réformateurs d'Allemagne de l'Est, tout aussi hostiles en réalité au gaucho-marxisme de l'Ouest que désireux de préserver une influence électorale locale qui différencie ses cadres et élus très faiblement du SPD national. L'addition de l'électorat social-démocrate et du petit noyau des communistes modérés de Gysi interdit ainsi toute coalition nouvelle de la CDU de Merkel, des Verts et des Libéraux qui, de toutes les manières, ne peuvent pas cohabiter. La seule variable sera dès lors Angela Merkel puisque des élections anticipées, qui demeurent possibles, ne changeront probablement pas la donne initiale. C'est donc Merkel qui partira et c'est une grande coalition, un peu déplacée sur sa droite mais compensée par le ralliement de Gysi, qui a toutes les chances de gouverner l'Allemagne dans les cinq prochaines années, décisives s'il en est pour l'avenir même de l'Europe.

Dans le même temps, la faiblesse constatée de Theresa May et l'aboutissement d'un compromis acceptable pour la ville de Londres, dans la nouvelle Angleterre du Brexit, vont précipiter la réorganisation définitive de l'Europe communautaire autour d'une coalition franco-allemande. C'est là que se jouera, et beaucoup plus vite que prévu, l'avenir du continent européen.

Alexandre Adler

Ecrit le 9 Janvier 2018